

GWP-Cmr en Actions



2009 – 2013

A propos du Global Water Partnership (GWP)

Le Global Water Partnership (GWP) est un réseau international créé en 1996 pour promouvoir la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), la mise en valeur et la gestion coordonnées de l'eau, des terres et des ressources qui s'y rattachent en vue de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte, sans compromettre la pérennité des écosystèmes et de l'environnement.

La vision du GWP est un monde dans lequel la sécurité en eau est assurée. Notre mission est d'aider au développement et à la gestion durable des ressources en eau à tous les niveaux.

Le réseau est ouvert à toutes les organisations qui reconnaissent les principes de GIRE adoptés par le réseau et qui y souscrivent. Celles-ci peuvent être des États, des institutions gouvernementales (nationales, régionales et locales), des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales nationales et internationales, des institutions de formation et de recherche, des entreprises et prestataires de services du secteur public.

Le réseau comprend actuellement 13 Partenariats Régionaux de l'Eau et 74 Partenariats Nationaux de l'Eau. Il compte plus de 2.000 partenaires dans 153 pays.

En Afrique Centrale, le GWP a démarré ses activités en 2004. Les actions menées dans la région visent à relever les nombreux défis liés à l'eau auxquels sont confrontés les pays de la région, à renforcer la viabilité et les capacités des partenaires du réseau ainsi qu'à faciliter l'échange des connaissances entre ces derniers.



GLOBAL WATER PARTNERSHIP CENTRAL AFRICA
S/c IUCN-PACO

B.P 5506 Yaoundé, Cameroon
Telephone: +(237) 22 10 50 98 / 22 10 50 97
Telefax: +(237) 22 21 64 97
Email : secretariat@gwpcaf.org
www.gwpcentralafrica.org

Sommaire

Sommaire	3
Mot de la Présidente	4
2009-2013 : Objectif 2015.....	5
Objectifs stratégiques 2009 -2013.....	6
Objectif 1 : promouvoir l'eau comme élément clé d'un développement national durable	7
Objectif 2 : Faire face aux défis majeurs en terme de développement.....	11
Objectif 3 : renforcer le partage des connaissances et la communication.....	15



Mot de la Présidente



Le Cameroun dispose d'abondantes ressources en eau avec environ 0,4 % des ressources en eau nationales renouvelables qui sont exploitées par an. Il regorge de ressources en eau suffisante pour couvrir la demande courante et future du pays au-delà de 2050. La gestion de cette précieuse ressource demeure cependant un obstacle majeur dans les efforts de réduction de la pauvreté en vue d'un développement harmonieux. Le pays reste confronté à de nombreux défis liés à l'eau (inondations, sécheresse, pénuries d'eau potable, etc.) qui le mettent dans une situation où la sécurité en eau demeure hypothétique.

Pour améliorer cette situation, quelques défis majeurs sont à relever notamment : (i) la mobilisation de la volonté politique au plus haut niveau pour placer l'eau au centre du développement économique et social du pays ; (ii) l'amélioration de la gouvernance de l'eau ; (iii) la promotion

des investissements dans le secteur de l'alimentation en eau potable et l'assainissement ; (iv) la promotion d'une gestion intégrée des ressources en eau.

Depuis la mise en place du partenariat national de l'eau du Cameroun, l'ensemble des activités qu'il a développées se sont toujours inscrits dans l'optique de la promotion de la sécurité en eau au Cameroun. C'est ainsi qu'il a accompagné le gouvernement dans la mise en place de certains cadres stratégiques de promotion du développement du pays parmi lesquels entre autres : (i) l'appui apporté dans le processus d'élaboration du Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE), qui connaîtra bientôt son terme avec la finalisation il y a une semaine, du processus de sélection du Bureau d'Etudes Techniques en charge de l'élaboration du PANGIRE ; (ii) l'élaboration de la Stratégie Nationale de Gestion Durable des Eaux et des Sols dans l'Espace Agro-Sylvo-Pastoral au Cameroun ; (iii) l'étude sur l'Elaboration de l'Etat des Lieux des Eaux Douces au Cameroun.

C'est un réel plaisir de vous présenter dans ce rapport, l'ensemble des résultats auxquels nous avons abouti durant la période stratégique 2009-2013 du GWP. Toutes les activités ont été menées en vue de l'accomplissement des trois piliers du développement durable notamment le développement économique du pays, l'intégrité écologique et l'équité sociale. Nous ne pouvons conclure sans adresser nos remerciements aux différents partenaires au développement et à tous les partenaires du GWP-Cmr, au GWP-CAf, à tous les Consultants qui ont œuvré pour la réalisation de ces résultats qui viennent crédibiliser tout le réseau du GWP s'il en était besoin.

BOOTO à NGON Colette

Présidente du GWP-Cmr

2009-2013 : Objectif 2015



Le GWP est un réseau Mondial travaillant à tous les niveaux. Ainsi la stratégie mondiale définit les principes directeurs et les objectifs stratégiques du réseau. Il appartient ensuite aux entités régionales du GWP, au rang desquels le GWP-CAf, de définir leurs propres stratégies et programmes de travail en fonction des priorités et besoins régionaux. Cet exercice sera ensuite répété au niveau national ou chaque Partenariat National de l'Eau (PNE), au rang desquels le PNE Cameroun, établira sa stratégie et son plan de travail en fonction de ses priorités nationales.

Au cours de la mise en œuvre de la stratégie, le GWP-Cmr a mis un point d'honneur à collaborer avec la totalité de ses partenaires au Cameroun et au delà. De part ses activités, le GWP-Cmr s'est attelé à apporter sa contribution aux efforts en cours au niveau national pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et le Document de stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) visant un Cameroun émergent en 2035.

La période stratégique 2009-2013 correspondait, pour le GWP en général, et le GWP-Cmr en particulier, à la dernière ligne droite avant 2015, date cible des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Le GWP-Cmr et ses partenaires se sont engagés au niveau national à contribuer à la réalisation des objectifs arrêtés par la communauté internationale et définis dans la Déclaration du Millénaire. L'objectif principal de cette stratégie était donc de renforcer ces efforts. Chaque objectif de la stratégie promeut l'équité sociale, l'efficacité économique et la durabilité environnementale, en améliorant la manière dont l'eau est gérée et développée.



Objectifs stratégiques 2009 -2013

Objectifs stratégiques 2009–2013

Objectif 1 : Promouvoir l'eau comme élément clef d'un développement national durable. Cet objectif met l'accent sur l'amélioration de la gestion des ressources en eau, à travers l'application de la GIRE pour favoriser croissance économique et sécurité en eau au niveau national, en privilégiant une approche intégrée, une bonne gouvernance, les infrastructures appropriées et un financement durable.

Résultat 1a

Lorsque les politiques et plans sont définis, les gouvernements les incorporent aux processus nationaux de développement et les mettent en œuvre avec le soutien d'autres acteurs.

Résultat 1b

Lorsque les politiques et plans ne sont pas définis ou ne sont pas satisfaisants, les gouvernements les élaborent, les incorporent aux processus nationaux de développement et les mettent en œuvre avec le soutien d'autres acteurs.

Résultat 1c

Les acteurs non-gouvernementaux, y compris le GWP, la société civile et les agences d'aide extérieures travaillent ensemble pour renforcer les capacités locales et aider les gouvernements à mettre en œuvre leurs politiques et plans.

Objectif 2 : Faire face aux défis majeurs en termes de développement. Cet objectif porte sur la contribution à la définition et à la promotion de solutions aux défis majeurs en termes de sécurité en eau, tels que le changement climatique, l'urbanisation croissante, la production alimentaire, les conflits liés aux ressources et tout autre défi émergent.

Résultat 2a

Les décideurs nationaux et régionaux, les organisations de la société civile, les gestionnaires de l'eau et les agences de développement internationales tiennent compte des liens entre eau et changement climatique et développent des solutions pour adapter la gestion des ressources en eau au changement climatique.

Résultat 2b

Les décideurs nationaux et régionaux, les organisations de la société civile, les gestionnaires de l'eau et les agences de développement internationales font face aux défis majeurs en termes de développement, en particulier la sécurité alimentaire, l'urbanisation et la résolution des conflits.

Résultat 2c

Les acteurs internationaux et les processus politiques multilatéraux ont une meilleure compréhension des options disponibles pour s'attaquer aux défis, émergents et actuels, dans le domaine de l'eau, grâce aux contributions intellectuelles objectives et pertinentes du GWP et de ses Partenaires.

Objectif 3 : Renforcer le partage des connaissances et la communication. Cet objectif met l'accent sur le développement des capacités à partager les connaissances et à promouvoir une culture de la communication dynamique, afin de contribuer à une meilleure gestion de l'eau.

Résultat 3a

Les organismes mondiaux, tels que les agences de Nations-unies, les organisations multilatérales et bilatérales et le monde des affaires sont mieux informés grâce à la diffusion des connaissances réalisée par le GWP sur les questions liées à la gestion des ressources en eau de la planète.

Résultat 3b

Les acteurs, y compris les gouvernements, les ministères des finances et de la planification, les ONG, le secteur privé et les jeunes ont un meilleur accès aux connaissances appropriées et pratiques, et une meilleure capacité à partager ces connaissances.

Résultat 3c

Le GWP établit une culture de la communication dans l'ensemble du Partenariat et les acteurs se saisissent des informations stratégiques et des messages clés à tous les niveaux.

Objectif 4 : Construire un réseau plus efficace. Cet objectif porte sur l'amélioration de la résilience et de l'efficacité du réseau à travers des partenariats plus forts, une bonne gouvernance, la mesure des performances pour promouvoir l'apprentissage et la viabilité financière.

Résultat 4a

Le GWP renforce les capacités des Partenariats régionaux de l'eau à mettre en œuvre leurs programmes de travail de façon plus efficace, et soutient les Partenariats nationaux de l'eau.

Résultat 4b

L'Organisation du Partenariat mondial de l'eau (*Global Water Partnership Organisation, GWPO*) et les Partenariats régionaux de l'eau (*Regional Water Partnerships, RWP*) mettent en œuvre un processus de restructuration afin d'améliorer leur organisation et leur gestion, et de rationaliser les structures financières, administratives et de gouvernance de l'ensemble du Partenariat. Le GWPO et les RWP intègrent pleinement l'approche de la Cartographie des incidences (*Outcome Mapping, OM*) pour planifier, suivre et évaluer le succès des programmes de travail annuels.

Résultat 4c

Le GWPO, les RWP et les Partenariats nationaux de l'eau ont accès à des sources de financement nouvelles et variées, pour mettre en œuvre les activités du GWP, tout en augmentant les financements traditionnels.

Objectif 1 : Promouvoir l'eau comme élément clé d'un développement national durable

Cet objectif met l'accent sur l'amélioration de la gestion des ressources en eau, à travers l'application de la GIRE pour favoriser la croissance économique et la sécurité en eau au niveau national, en privilégiant une approche intégrée, une bonne gouvernance, les infrastructures appropriées et un financement durable.

Résultat 1a : Lorsque les politiques et plans sont définis, les gouvernements les incorporent aux processus nationaux de développement et les mettent en œuvre avec le soutien d'autres acteurs.

Résultat 1b : Lorsque les politiques et plans ne sont pas définis ou ne sont pas satisfaisants, les gouvernements les élaborent, les incorporent aux processus nationaux de développement et les mettent en œuvre avec le soutien d'autres acteurs.

Résultat 1c : Les acteurs non-gouvernementaux, y compris le GWP, la société civile et les agences d'aide extérieures travaillent ensemble pour renforcer les capacités locales et aider les gouvernements à mettre en œuvre leurs politiques et plans.

Le programme pour le développement des ressources en Eau et leurs gestions en Afrique (PAWD II)

Dans l'optique de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et de la mise en œuvre des recommandations du Sommet Mondial sur le Développement Durable tenu en 2002 à Johannesburg, le gouvernement du Cameroun avec cinq (05) autres pays africains (Erythrée, Mozambique, Swaziland, Bénin et Cap Vert) ont sollicité le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) pour soumettre au Gouvernement Néerlandais leur requête afin d'améliorer la gouvernance de l'eau dans leur pays à travers la "Dutch Initiative". C'est l'écho favorable du Gouvernement Néerlandais à ces requêtes qui a donné naissance à la deuxième phase du « Partnership for African Water Development » (PAWD-II) dont le but est d'apporter un appui financier à six pays africains dans l'élaboration de leur Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE).

Appui à l'élaboration du Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) du Cameroun et promotion de la GIRE

Le processus d'élaboration du plan GIRE du Cameroun a démarré à cette occasion avec la création du Partenariat National de l'Eau du Cameroun (PNE – Cmr) en 2005 qui avait pour charge de faciliter le processus à travers la création d'une plateforme de concertation de tous les acteurs (institutionnels et de la société civile) du secteur de l'eau.



GWP-Cmr en actions

Du fait de l'absence d'un document formel de politique de l'eau au Cameroun, le projet d'élaboration du PANGIRE s'est attelé d'abord à l'élaboration du document d'orientation dans lequel un état des lieux sommaire du secteur a été réalisé et les différentes étapes du processus définies ainsi que le budget y relatif.

Le PNE – Cmr a formé ou assuré la formation de plusieurs parties prenantes au processus à la suite de la mise en place du dispositif institutionnel du projet qui était constitué du Comité de Pilotage, du Comité de Suivi et de l'Equipe de Projet mis en place par le Ministre de l'Energie et de l'Eau. Ces différentes formations se sont tenues aussi bien au Cameroun qu'à l'étranger sur divers thèmes parmi lesquels on peut citer la formation d'une équipe de facilitateurs nationaux du processus, la formation à la boîte à outils du GWP, la formation à la Méthode d'Evaluation Rapide des Questions de Ressources en Eau (MERQUIRE), la formation à la conduite de l'état des lieux du secteur de l'eau. Ces différentes formations avaient pour but de renforcer les capacités des Experts nationaux en matière de GIRE compte tenu des lacunes qu'ils présentaient par rapport à cette approche. Par ailleurs, trois cent onze (311) personnes venant de cent vingt six (126) institutions partenaires ont été formées par le partenariat qui a capitalisé les initiatives qui existaient en s'arrimant à celles qui étaient en cours à sa création.

Les différentes étapes du processus (au nombre de treize) ont été regroupées en deux étapes majeurs qui sont :

- L'état des lieux du secteur de l'eau ;
- L'élaboration du plan proprement dit.





L'appui du GWP-Cmr a permis au gouvernement à travers le Ministère de l'Eau et de l'Energie de conduire l'étude sur l'état des lieux du secteur de l'eau du Cameroun, qui constitue la première étape dans le processus d'élaboration du plan de GIRE. Cette étude qui a été validée en Mai 2013 sert de tremplin pour la dernière étape du processus d'élaboration du plan actuellement en cours, et pour lequel le GWP-Cmr demeure un partenaire stratégique. En vue de la réalisation de la première étape majeure du processus, quatre axes thématiques ont été identifiés notamment :

- 1- Connaissance et usage des ressources en eau ;
- 2- Eau et environnement ;
- 3- Cadre économique, financier et social du secteur de l'eau ;
- 4- Cadre législatif, institutionnel et des ressources humaines du secteur de l'eau.



GWP-Cmr en actions



Quatre Experts nationaux ont été identifiés pour la conduite de ces axes thématiques d'études dans le souci de capitaliser au niveau national les capacités qui se renforcent à la suite de la conduite d'une telle étude, et quatre experts juniors issus des universités camerounaises leur ont été affectés en vue de transmettre à la jeune génération d'avant-garde ces mêmes capacités.

Les rapports thématiques de l'état des lieux ont été consolidés et les problèmes majeurs de chaque axe identifiés. Cependant, la première étape majeure du processus s'achève avec la clôture du programme PAWD II qui est la mère du processus GIRE du Cameroun. Le PAWD II n'a pas pu délivrer le plan à sa clôture à cause de certaines difficultés qui ont plombées le processus et au rang desquelles on peut citer entre autres le fait que la compréhension n'était pas harmonisée autour de certains détails tels que le bénévolat au sein de l'Equipe de Projet et la mise à la disposition du programme par le gouvernement des ressources financières.

Le GWP-Cmr continuera à appuyer l'Equipe de Projet créée au sein du Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE) dans la conduite de la deuxième étape de ce processus pour lequel des ressources financières ont été prévues dans le budget du MINEE pour l'exercice 2014. L'avis d'appel d'offres pour la sélection du Bureau d'Etudes Techniques (BET) qui élaborera le plan qui constitue la dernière étape de ce processus a déjà été publié et la procédure de sélection dudit BET suit son cours au niveau du MINEE.



Quelques résultats du PAWD II :

Insertion d'une ligne budgétaire sur la GIRE dans le « Budget d'Investissement Public » du Ministère en charge de l'Eau et de l'Energie (MINEE).

Le gouvernement de l'Etat du Cameroun a mis à la disposition du projet PANGIRE pour l'exercice budgétaire 2009 une enveloppe de 80.000\$ USD soit un montant de près de **38 562 027.76** francs CFA. Ce montant a notamment servi à financer les équipements de l'équipe de projet.

Prise en compte de la GIRE dans le programme économique, financier, social et culturel du Cameroun pour l'année 2010.

Présenté par le Premier Ministre devant les députés de l'Assemblée Nationale le 18 Novembre 2009, le programme économique financier, social et culturel de 2010 intègre la mise en œuvre de la GIRE dans le cadre de la gestion du secteur de l'eau au niveau national.

Cadrage du secteur de l'eau dans le Programme Economique et Financier (PEF) triennal du Cameroun pour la période 2010-2012 suivant l'approche GIRE.

Ce cadrage intervient suite à l'invitation en Décembre 2009 du Comité Technique de Suivi des Programmes Economiques de deux membres de l'équipe du PANGIRE à la retraite d'élaboration du Programme Economique et Financier (PEF). Cette invitation fait suite à l'implication du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) dans le processus GIRE et à la formation d'un de leur représentant au module sur les instruments économiques et financiers de la GIRE par le GWP Cameroun.

Production et diffusion rapports thématiques sur l'état des lieux du secteur de l'eau.

L'édition, l'impression et la diffusion de quatre rapports thématiques par le GWP-CAf aux fins d'enrichissement et de validation par toutes les parties prenantes au processus de GIRE.



GWP-Cmr en actions

Le GWP-Cmr a par ailleurs mené plusieurs activités en faveur de la promotion de la GIRE. Dans ce cadre, il a appuyé l'élaboration d'une Stratégie de Gestion Durable des Eaux et des Sols à Usage Agro-Sylvo-Pastorale au Cameroun. Cette activité a été menée en collaboration avec le projet d'Appui à la Protection et la Régénération des Ressources Naturelles (APREN) du PNUD et le Ministère en charge de la planification et de l'aménagement du territoire.

Le GWP-Cmr a co-organisé avec d'autres institutions nationales, des ateliers de formation sur les thèmes suivants :

- Gestion Intégrée des Ressources en Eau, avec la Communauté Urbaine de Douala, tenu à Douala ;
- Gestion Durable du Lac Ossa à Dizangue avec l'ONG Watershed Task Group ;
- Forum de l'eau en collaboration avec la délégation provinciale du MINEE de l'Extrême Nord, la coopération néerlandaise (SNV) et la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) tenu à Maroua.



Objectif 2 :

Faire face aux défis majeurs en terme de développement

Cet objectif porte sur la contribution à la définition et à la promotion de solutions aux défis majeurs en termes de sécurité en eau, tels que le changement climatique, l'urbanisation croissante, la production alimentaire, les conflits liés aux ressources et tout autre défi émergent.

Résultat 2a : Les décideurs nationaux et régionaux, les organisations de la société civile, les gestionnaires de l'eau et les agences de développement internationales tiennent compte des liens entre eau, changement climatique et développement des solutions pour adapter la gestion des ressources en eau au changement climatique.

Résultat 2b : Les décideurs nationaux et régionaux, les organisations de la société civile, les gestionnaires de l'eau et les agences de développement internationales font face aux défis majeurs en termes de développement, en particulier la sécurité alimentaire, l'urbanisation et la résolution des conflits.

Résultat 2c : Les acteurs internationaux et les processus politiques multilatéraux ont une meilleure compréhension des options disponibles pour s'attaquer aux défis émergents et actuels dans le domaine de l'eau.

Mise en valeur des rebus forestiers et reforestation des espaces dégradés en Afrique Centrale

Le projet découle aussi bien des différentes plaintes (manque en infrastructures socioéconomiques de base, déforestation, pauvreté, etc.) collectées par le GWP-CAf dans les plateformes de dialogue de GIRE mises en place dans les pays de l'Afrique centrale, que du deuxième objectif de la stratégie 2009-2013 du GWP ayant pour objectif de faire face aux défis majeurs en termes de développement tels que le changement climatique, la production alimentaire et tout autre défi émergent.

L'objectif de ce projet conçu par le GWP-CAf et cofinancé par le fonds Forestier pour le Bassin du Congo (FFBC), est de contribuer à l'atténuation de la déforestation et de la dégradation forestière dans les forêts naturelles à travers la transformation des rebus forestiers et la restauration des surfaces dégradées et à la réduction de la pauvreté dans le bassin du Congo.

Ce projet qui a pour objectif l'optimisation de l'exploitation des ressources forestières et la lutte contre le changement climatique et ses effets en Afrique centrale est en conformité avec les politiques et stratégies tant régionales que nationales sur la gestion durable des ressources forestières et la lutte contre la pauvreté dans de la région.



GWP-Cmr en actions

Le projet vise d'une part à ralentir la déforestation par la transformation des rebus dans les sites pilotes, à lutter contre l'agriculture itinérante et les espaces dégradés par l'agroforesterie. Le projet ambitionne également de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations par la commercialisation des produits issus de l'exploitation des rebus et de l'agroforesterie, le développement d'infrastructures socioéconomiques et la mise en place d'un fonds tournant pour l'accompagnement des populations dans les actions d'amélioration de leur cadre de vie.

Le projet comporte cinq (5) composantes articulées autour de trois domaines d'intervention du FFBC. Les trois premières composantes du projet que sont la diminution du taux de rebus forestiers ; le développement de l'agriculture sédentaire et la restauration des surfaces dégradées renvoient à la **Gestion forestière et pratique durable**. La quatrième composante du projet qui est l'**Amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie des populations** apporte une réponse au domaine thématique du FFBC relatif aux Moyens de subsistance et développement économique. La dernière composante du projet et domaine thématique du FFBC est **La gestion du projet**.

Mobilisation des communautés et cartographie des sites dégradés

Le projet de mise en valeur des rebus forestiers et reforestation des espaces dégradés en Afrique Centrale repose sur le double constat de l'accentuation de la dégradation des forêts en Afrique centrale avec comme corollaire l'accélération des changements climatiques d'une part et d'autre part, la pauvreté des communautés riveraines des exploitations forestières, pauvreté qui se traduit par un faible revenu des populations et l'absence d'infrastructures socio-économiques de base. Le projet se présente comme une opportunité qu'offre la transformation des rebus forestiers pour le développement local, la création d'emploi et la lutte contre la pauvreté. Les premières actions du projet ont donc naturellement consisté à mobiliser et à sensibiliser les communautés bénéficiaires ainsi qu'à cartographier les sites dégradés. Pour ce faire il s'est avéré indispensable d'organiser ces communautés en comités locaux de gestion devant assurer la gestion quotidienne du projet. Les populations ont été sensibilisées et formées à la gestion des comités et sur l'importance de la prise en compte de l'approche genre dans la constitution desdits comités. Il est important de signaler que les autorités administratives et traditionnelles ont été pleinement associées à ces activités.



Programme Eau, Climat et Développement (WACDEP)

En novembre 2010, pendant la 3ème Semaine Africaine de l'eau, la session extraordinaire du Conseil des ministres africains sur l'eau (AMCOW) a adopté une décision recommandant que le Global Water Partnership (GWP) et ses partenaires opérationnalisent le Programme Eau, Climat et Développement (WACDEP). Le WACDEP a été développé à la suite d'une requête formulée par AMCOW au GWP en janvier 2009 pour soutenir la mise en œuvre de la Déclaration de Sharm el-Sheik (2008) sur l'Eau et l'Assainissement. Le programme s'étalera sur cinq ans de Mai 2011 à Avril 2016.

Le but du programme est de promouvoir l'eau comme un élément clé du développement durable au niveau régional et national, et de contribuer à l'adaptation au changement climatique pour la croissance socio-économique. L'objectif global est de soutenir l'intégration de la sécurité en eau et l'adaptation au changement climatique dans les processus de planification du développement et décisionnels, grâce à une capacité technique et institutionnelle accrue, un financement et des investissements dans la sécurité de l'eau et l'adaptation au changement climatique.

Le WACDEP vise à intégrer la sécurité en eau et la résilience aux changements climatiques dans les processus de planification du développement et à aider les pays à s'adapter au changement climatique grâce à des investissements accrus dans la sécurité de l'eau. En renforçant la résilience au climat, le programme contribuera au renforcement de la paix ou à la prévention des conflits, au soutien de l'intégration panafricaine et à la protection des investissements dans le développement économique, la réduction de la pauvreté et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le WACDEP est une réponse directe aux engagements pris par les chefs d'Etat africains dans la Déclaration de Sharm el-Cheikh sur l'eau et l'assainissement, et soutient la mise en œuvre du programme de travail triennal 2010-2013 de l'AMCOW.

En Afrique centrale, le WACDEP est mis en œuvre dans deux bassins versants (Congo et Lac Tchad), et dans un pays (Cameroun). Toutefois, un accent est également mis sur la collaboration avec la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) dans le développement d'outils d'aide à la décision pour le développement du secteur de l'eau et la résilience au changement climatique.

Dans le cadre de ce programme qui a connu son début de mise en œuvre au Cameroun en 2012, des planificateurs ont été désignés au sein de quelques administrations clés en vue de participer à la formation



GWP-Cmr en actions



sur l'intégration des aspects liés à la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique dans les processus de planification du développement et de prise de décision. Il s'agit: (i) du Ministère de l'Eau et de l'Energie ; (ii) du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ; (iii) du Ministère l'Agriculture et du Développement Rural ; (iv) du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales ; (v) du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ; (vi) de la société "Electricity Development Corporation"(EDC).

Il est prévu entre autres dans le cadre de ce programme, cinq sessions de formation intercalées par des périodes de coaching au cours desquelles, les participants préparent chacun sous l'encadrement d'un Mentor, un projet personnel sur un thème intégrant la sécurité en eau et/ou le développement résilient au changement climatique.

Dans le cadre de cette composante, une équipe de formateurs a été mis en place et, un plan de renforcement des capacités pour la sécurité en eau et la résilience climatique élaboré.

Par ailleurs, le GWP-Cmr accompagne trois processus nationaux :

- L'élaboration du Plan National D'action au Changement Climatique (PNACC) ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de la deuxième version de la stratégie et plan d'action pour la biodiversité ;
- L'élaboration du Plan National de gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE)

La contribution du GWP-Cmr à ces trois processus consiste en :

- Des contributions techniques dans le développement de la thématique eau dans les documents stratégiques et les études de base ; ;
- L'identification et le développement des idées de projets prenant en compte l'eau pour la mobilisation des ressources ;
- Le renforcement des capacités des cadres des différents secteurs ministériels.

Etudes hydraulique, hydrologique et hydrogéologique de la zone affectée au projet de construction du Port en Eau Profonde de Kribi

Dans le cadre de son programme de développement économique et des infrastructures, le Cameroun a entrepris la construction d'un port en eau profonde dans la zone côtière de Kribi au Sud. Ce projet structurant (porteur de croissance) a été retenu dans le cadre de l'aménagement de nouvelles infrastructures portuaires. Il s'agissait précisément dans ce projet de réaliser un complexe comportant non seulement des installations portuaires capables d'accueillir de grands navires, mais également les infrastructures ferroviaires, routières, aéroportuaires, énergétiques, industrielles et urbaines ainsi que les infrastructures sociales qui y sont associées.

Dans le souci de garantir la pérennité des écosystèmes vitaux de la zone de projet sur laquelle cet ensemble d'activités exercera une forte pression, le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) a confié au GWP-Cmr la réalisation d'une étude hydraulique, hydrologique et hydrogéologique de la zone affectée aux travaux de construction dudit port.

L'objectif de cette étude était de doter le Maître d'Ouvrage de ce projet d'un outil d'aide à la décision permettant non seulement d'orienter la planification de l'occupation de l'espace et le développement des activités mais également d'assurer le suivi des paramètres environnementaux dans le temps. Les activités de cette étude se sont articulées autour des points suivants :

- Etat des lieux et diagnostic ;
- Etude hydraulique ;
- Etude hydrologique ;
- Etude hydrogéologique ;
- Aménagement des cours d'eau ;
- Gestion et protection des ressources en eau ;
- Développement d'une base de données.

Objectif 3 :

Renforcer le partage des connaissances et la communication

Cet objectif met l'accent sur le développement des capacités à partager les connaissances et à promouvoir une culture de la communication dynamique, afin de contribuer à une meilleure gestion de l'eau.

Résultat 3a : Les organismes mondiaux, tels que les agences des Nations unies, les organisations multilatérales et le monde des affaires sont mieux informés grâce à la diffusion des connaissances réalisée par le GWP sur les questions liées à la Gestion des Ressources en Eau..

Résultat 3b : Les acteurs, y compris les gouvernements, les ministères des finances et de la planification, les ONG, le secteur privé et les jeunes ont un meilleur accès aux connaissances appropriées et pratiques, et une meilleure capacité à partager ces connaissances.

Résultat 3c : Le GWP établit une culture de la communication dans l'ensemble du Partenariat et les acteurs se saisissent des informations stratégiques et des messages clés à tous les niveaux.





Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités constitue le cheval de bataille du GWP-Cmr. Les sessions de renforcement des capacités ont eu lieu sur plusieurs thématiques notamment :

- Techniques et outils de facilitation des processus de GIRE ;
- Gestion des conflits liés à l'eau ;
- Cadre légal du secteur de l'eau ;
- "Water Accounting and Environmental Economics";
- "Outcome Mapping" ou la Cartographie des Incidences.

Outre ces sessions de renforcement des capacités, le GWP-Cmr a encadré le stage académique de plusieurs étudiants sur des thèmes variés tirés du secteur de l'eau.

Etude sur l'Elaboration de l'Etat des Lieux des Eaux Douces au Cameroun

AA la suite d'une session de renforcement des capacités organisée par le GWP-Cmr et à laquelle l'"United Nation Educational, Scientific and Cultural Organization" (UNESCO) était conviée, cette dernière a pu identifier le GWP-Cmr comme disposant de l'une des expertises les plus indiquées dans le secteur de l'eau au Cameroun. C'est ainsi qu'en 2009, le GWP-Cmr a été sollicité par l'UNESCO pour conduire l'étude sur l'état des lieux des eaux douces au Cameroun. Un Mémoire fut cosigné par les deux institutions pour la conduite de cette étude.

Cette étude a permis de dresser l'état de l'environnement des eaux douces au Cameroun, étude qui a servi à alimenter le rapport mondial en la matière. Celle-ci a dressé le bilan des ressources en eau du Cameroun à travers les différents bassins versants et dégagé l'ensemble des contraintes du secteur notamment: (i) la défectuosité du réseau de mesure mis en place depuis plusieurs décennies, limitant ainsi une meilleure connaissance de la ressource devant en faciliter la gestion ; (ii) l'obsolescence du cadre juridique ne facilitant pas la mise en commun des acteurs pour une mise en cohérence des actions ; (iii) l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur ; (iv) l'inexistence d'un cadre approprié d'emploi et de compétences capable de lever les contraintes enregistrées au niveau des ressources humaines. .

Modélisation hydrologique du bassin versant de la Sanaga

Dans le but de se doter d'un outil de planification et d'aide à la décision, la société de production et de distribution d'énergie électrique AES/SONEL a sollicité le GWP-Cmr pour la réalisation d'une carte d'occupation des sols et d'un modèle numérique de terrain du bassin versant de la Sanaga. Ces cartes ont été présentées sous un modèle permettant une mise à jour simplifiée. Elles ont également été associées à un SIG regroupant des données telles que les unités pédologiques, les caractéristiques d'érosion et les limites administratives dans ledit bassin.

Les bases de données ainsi établies constituent des outils indispensables à la prise de décision dans une variété de domaines parmi lesquels, l'aménagement du bassin de la Sanaga et la modélisation hydrologique dudit bassin.

Projet pilote d'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement en eau potable (AEP)

Ce projet piloté par l'association "African Indigenous Womens Organisation" tire sa justification du fait que certaines localités de la partie septentrionale du Cameroun reçoivent un volume d'eau considérable en saison des pluies mais dans un délai très bref (2 à 4 mois). Toute cette eau n'est stockée nulle part et s'en va dans la nature alors que la sécheresse est toujours très rude dans ces localités. Cette rude sécheresse entraîne de grandes pénuries d'eau de boisson et les populations parcourent parfois une dizaine de kilomètres pour pouvoir recueillir de l'eau de boisson.

En plus du problème de la pénurie d'eau dans la zone, tout le département du Mayo Tsanaga est exposé aux effets du fluor que contiennent les ressources en eaux souterraines. Le fluor dont la norme dans les eaux de boisson est de 1,5 mg/l atteint dans la zone les proportions de 15,2 mg/l.

Ce projet a permis de mettre en place dans la localité de Mbozo (arrondissement de Meri), un système d'alimentation en eau potable qui permet de récolter les eaux de pluie et de les conserver dans des citernes aménagées à cet effet. Pendant la phase critique de la saison sèche, ces eaux conservées dans les citernes sont potabilisées par filtration à travers des filtres fabriqués localement et mis à la disposition des populations à travers un rationnement, sans utilisation d'une source externe d'énergie.

Les populations de cette localité pouvant ainsi avoir accès à l'eau salubre pendant les périodes chaudes, quoique les quantités servies soient très limitées. Une mission d'évaluation du fonctionnement de cette initiative a été organisée par le GWP Cameroun à travers le programme « WACDEP » en Aout 2013 avec pour but d'identifier des leçons en vue de la capitalisation de cette expérience dans le « ToolBox » du GWP. La mission d'évaluation de cette initiative a connu la participation des quatre institutions suivantes :

- Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) ;
- L'Université de Dschang ;
- L'African Indigenous Women Organisation (AIWO-CAM) ;
- Le GWP-Cmr.





**Global Water
Partnership
Cameroun**

Global Water Partnership Cameroun
S/c IUCN-PACO
B.P 5506 Yaoundé, Cameroon
Telephone: +(237) 242 105 098 / 242 105 097
Telefax: +(237) 242 216 497
Email: secretariat@gwpcameroun.org